



**délibération :
D_2023_2_18**

Nombre de délégués en
exercice : 60

Présents : 48

Votants : 52

**Objet : Adoption du
Budget Port de Bray-
sur-seine 2023**

L' an deux mille vingt trois, le jeudi 30 mars à 18 h 00, le Conseil
Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire
Commune de Vimpelles, sous la présidence de Monsieur DENORMANDIE
Roger, Le President.

Date de convocation du : 20 Mars 2023

Titulaires : Madame DELATTRE Nadine, Madame FLON Martine, Madame
GRANERO Agnès, Madame GUERINOT Laurence, Madame JACSONT
Geneviève, Madame LEFEBVRE Julie, Madame LETERRIER Carine, Madame
MOREAU Patricia, Madame PODOROJNIY Anastasia, Madame RIOTTE Corinne,
Madame SAMSON Véronique, Madame SIVANNE Evelyne, Madame SOSINSKI
Sandrine, Madame VERRIER Laure, Madame VILLIERS Nadine, Monsieur
BEAULIEU Raphaël, Monsieur BORZUCKI Jean-Claude, Monsieur BOURLET
Jean-Pierre, Monsieur CABOUSSIN Luc, Monsieur CAPMARTY André, Monsieur
CARRASCO Alain, Monsieur CHAIGNEAU Jean-Louis, Monsieur CHANTRE
Brice, Monsieur CHAPLOT Jean-Luc, Monsieur CHAUVIN Marc, Monsieur DE
RYCKE Régis, Monsieur DELANNOY Jean-Pierre, Monsieur DENORMANDIE
Roger, Monsieur FENOT Jean-Paul, Monsieur FENOUILLET Didier, Monsieur
FORGET Michel, Monsieur FRAPPAT Didier, Monsieur GAUTRY Jean-Claude,
Monsieur GENON Fabrice, Monsieur GYARMATHY Stéphane, Monsieur JAMBUT
Gérard, Monsieur LAMOTTE Xavier, Monsieur MASSET Julien, Monsieur
MAURY Yannick, Monsieur MIRVAULT Dominique, Monsieur PACHOT Joël,
Monsieur POTAGE Jean-Claude, Monsieur RAY Daniel, Monsieur VERBRUGGE
Christophe

Suppléant(s) en situation délibérante : Monsieur THIENARD Gérard,
Monsieur BLONDEL Alain, Monsieur PEZET Eric, Monsieur CHAINEAU Francis

Pouvoirs :

Madame BENOIT Florence a donné pouvoir à Monsieur MASSET Julien
Madame LEMORE Christine a donné pouvoir à Madame DELATTRE Nadine
Monsieur GODRON Charles a donné pouvoir à Monsieur BEAULIEU Raphaël
Monsieur SOUCHAL Georges a donné pouvoir à Monsieur DELANNOY Jean-
Pierre

Absent(s) : Madame BANOS Stéphanie, Monsieur CARRASCO Gérard,
Monsieur HERMANS Emeric, Monsieur MONDO Thierry, Monsieur POULAIN
Michel, Monsieur ROSSIERE-ROLLIN Serge

Excusé(s) : Madame BENOIT Florence, Madame CHARLES Sabine, Madame
LEMORE Christine, Madame RICHARD Gisèle, Monsieur CAMUSET Pascal,
Monsieur DEMAEGDT Bruno, Monsieur FLAMEY Francis, Monsieur GODRON
Charles, Monsieur LESAGE Cédric, Monsieur SOUCHAL Georges

Secrétaire de Séance : Madame Laurence GUERINOT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement ses articles relatifs au vote du budget,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable au budget,
Vu l'avis favorable de la commission des Finances du 17 mars 2023,
Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 20 mars 2023,

Considérant que le budget doit être voté en équilibre, en section Fonctionnement et en section Investissement,

Considérant,

- Que chaque conseiller communautaire a été destinataire d'un projet de maquette budgétaire, au titre du budget Port de Bray-sur-Seine pour l'exercice 2023, joint à la convocation pour la présente séance,
- Que le budget est équilibré en dépenses et en recettes,

SECTION FONCTIONNEMENT

DEPENSES : 32 732,00€
RECETTES : 32 732,00€

SECTION INVESTISSEMENT

DEPENSES : 35 000,00€
RECETTES : 35 000,00€

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'adopter le budget Port de Bray-sur-Seine 2023 tel qu'il lui a été présenté.

Pour : 52 Contre : 0 Abstention : 0

Le Président,
Roger DENORMANDIE

Emis le 30/03/2023, transmis en sous-préfecture
et rendu exécutoire le 06/04/2023


Le secrétaire de séance

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun par courrier adressé au 43, rue du Général de Gaulle - 77 000 MELUN, ou par l'application Télérécours citoyens accessible à partir du site www.telerrecours.fr. Elle peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Bassée-Montois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois.